Relations entre démocratie et développement en Afrique de l'Ouest

Une publication de Solution Think Tank[1]

Août 2025

Cotonou, Bénin

Auteurs : Hervé AKINOCHO (lead) (CROP), Dr Mariam CAMARA (CIRES), Dr Théodore GOLLI (KAS), Blanche SONON (Social Watch Bénin)

Résumé

Cet article examine de manière critique la relation entre démocratie et développement en Afrique de l'Ouest. Tout en reconnaissant les progrès démocratiques réalisés depuis les années 1990, il soutient que la région demeure marquée par des défis structurels tels que la récurrence des coups d'État, la corruption systémique, l'ethnicisation de la compétition politique et des inégalités socio-économiques persistantes. Bien que les institutions démocratiques soient souvent censées renforcer la redevabilité, la stabilité et le développement, l'étude montre que ces résultats sont loin d'être automatiques. Au contraire, la faiblesse des institutions, les pratiques néopatrimoniales et une gouvernance sans redevabilité des élites limitent fréquemment l'impact développemental de la démocratie et, dans certains cas, risquent de reproduire des dynamiques d'exclusion et d'instabilité. En inscrivant l'Afrique de l'Ouest dans une perspective comparative, l'article démontre que démocratie et développement ne sont pas intrinsèquement corrélés mais interagissent de manière contingente, selon la solidité des institutions, le degré d'inclusion sociale et la vision politique. Il conclut en proposant de repenser la gouvernance démocratique au-delà de ses procédures formelles, afin de promouvoir des trajectoires de développement plus équitables et durables dans la région.

Mots-clés : démocratie, développement, Afrique de l'Ouest, gouvernance, institutions, corruption, inégalités.

[1] Solution Think Tank est un réseau de think tanks en Afrique de l'Ouest. Pour plus d'informations, consultez les informations supplémentaires jointes à la fin de cet article.

Abstract

This article critically investigates the relationship between democracy and development in West Africa. While acknowledging the democratic progress achieved since the 1990s, it argues that the region remains marked by structural challenges such as recurring coups d'état, systemic corruption, the ethnicization of political competition, and persistent socio-economic inequalities. Although democratic institutions are often expected to enhance accountability, stability, and development, the study shows that these outcomes are far from automatic. Instead, weak institutions, neopatrimonial practices, and elite-driven lacking accountability frequently constrain developmental impact of democracy and, in some cases, risk reproducing dynamics of exclusion and instability. By situating West Africa within comparative perspectives, the article demonstrates that democracy and development are not inherently correlated but interact in contingent ways, shaped by institutional strength, social inclusion, and political will. It concludes with recommendations for rethinking democratic governance beyond its formal procedures, in order to promote more equitable and sustainable development pathways in the region.

Keywords: democracy, development, West Africa, governance, neopatrimonialism, corruption, inequality.

Introduction

La démocratie et le développement constituent deux piliers centraux des débats contemporains en sciences sociales et en politiques publiques. Selon Amartya Sen (1999), la démocratie ne doit pas être réduite à un simple mécanisme électoral, mais comprise comme un instrument de liberté et de développement humain. De même, Joseph Schumpeter (1942) a souligné l'importance de la compétition électorale comme critère minimal de la démocratie, tandis que Robert Dahl (1971), avec le concept de polyarchie, a mis en avant la participation et le pluralisme comme conditions essentielles. Ainsi, la démocratie ne saurait se limiter à l'organisation d'élections mais inclut des dimensions institutionnelles et sociales qui en font un levier de gouvernance et de cohésion.

Le développement, quant à lui, ne se limite plus à la croissance économique. Les travaux de Dudley Seers (1969) puis du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD, 1990) ont contribué à élargir cette notion en intégrant l'éducation, la santé, la gouvernance et la réduction des inégalités comme indicateurs de progrès. Ce dernier a ainsi développé l'Indice du Développement Humain (IDH) qui donne une mesure plus complète et complexe du développement (PNUD,1990). Dans cette perspective, la relation entre démocratie et développement demeure complexe. Certains auteurs, comme Samuel Huntington (1968), ont souligné que la stabilité institutionnelle prime souvent sur la démocratisation dans les pays en développement, alors que d'autres, tels que Diamond, L. (1999), défendent l'idée que la démocratie constitue un facteur de développement durable.

En Afrique de l'Ouest, ces débats trouvent une résonance particulière. La région a connu des avancées démocratiques notables au cours des trois dernières décennies, mais également des reculs marqués, illustrés par la résurgence des coups d'État militaires (cf. Claude Ake, 1996) et les tensions électorales récurrentes, mais également des rébellions armées, terrorismes et le grand banditisme. Ces dynamiques interrogent sur la capacité des régimes démocratiques à produire des résultats tangibles en matière de développement et sur l'influence des performances économiques dans la consolidation de la légitimité politique. Le rapport « Aperçus africains 2024: La démocratie en danger – le point de vue du peuple » confirme ce constat pour l'Afrique de l'Ouest. Il montre que la désillusion des citoyens s'explique par divers facteurs : la perception d'élections non crédibles dans des pays comme le Mali, la Guinée ou le Nigeria, la persistance de la corruption, les faibles performances économiques et sociales, ainsi que l'incapacité des gouvernements élus à répondre efficacement aux attentes populaires (Afrobarometer, 2024). Ce recul du soutien démocratique favorise, dans certains contextes, une tolérance croissante vis-à-vis des régimes militaires, comme en témoignent les coups d'État

récents au Mali (2020, 2021), en Guinée (2021), Burkina Faso (janvier et septembre 2022) et au Niger (2023). Ainsi, l'Afrique de l'Ouest illustre de manière aiguë ce que Gyimah-Boadi et Logan (2020) qualifient de paradoxe africain : une demande persistante de démocratie face à une offre institutionnelle jugée insatisfaisante.

Il apparaît dès lors nécessaire de dépasser les visions simplistes qui posent une relation linéaire et automatique entre démocratie et développement. Comme le souligne Jean-François Bayart (1989), les trajectoires africaines doivent être analysées à partir de leurs logiques propres, en tenant compte de la gouvernance, de la gestion des ressources et de la confiance entre gouvernants et gouvernés. En effet, la confiance des Africains dans leurs institutions s'est érodée au cours de la dernière décennie.

Cet article se propose d'examiner l'articulation entre démocratie et développement en Afrique de l'Ouest, à travers une analyse des défis et des opportunités. L'objectif est d'identifier des pistes de réflexion et d'action susceptibles de renforcer à la fois la gouvernance démocratique et l'efficacité des politiques publiques, afin de contribuer à une transformation structurelle et inclusive au bénéfice des populations.

1. Gouvernance politique et développement économique en Afrique de l'Ouest : un bilan mitigé

1.1.Progrès et avancées

Plusieurs pays de la région ont renforcé leurs institutions démocratiques et organisé des élections régulières, contribuant ainsi à une plus grande stabilité politique. Le Bénin, par exemple, est souvent cité comme un modèle de transition démocratique réussie. Depuis les années 1990, le pays s'est inscrit dans une tradition de gouvernance démocratique, marquée par des élections compétitives et des transitions pacifiques du pouvoir (Heilbrunn, 2014). Ce processus a été favorisé par l'implication d'une société civile dynamique et l'existence d'institutions indépendantes, telles que la Commission Electorale Nationale Autonome (CENA), qui joue un rôle central dans l'organisation et la supervision des scrutins (Gazibo, 2005).

Le Ghana et le Sénégal ont également maintenu une tradition de gouvernance démocratique stable. Le Ghana, en particulier, a organisé plusieurs élections compétitives depuis sa transition vers la démocratie en 1992, avec des alternances pacifiques du pouvoir entre les principaux partis politiques (Whitfield, 2009). Le Sénégal, quant à lui, a connu une transition démocratique réussie en 2000, suivie de plusieurs élections libres et transparentes (Gellar, 2005).

Ces progrès sont appuyés par des initiatives régionales, notamment celles de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui a adopté des dispositions en faveur de la démocratie afin de prévenir les coups d'État et de promouvoir la bonne gouvernance (CEDEAO, 2020). L'organisation a également mis en place des mécanismes de prévention et de résolution des conflits, contribuant ainsi à la stabilité régionale, comme en témoignent ses interventions lors des crises politiques en Guinée-Bissau et au Mali (Bøås & Dunn, 2013).

Par ailleurs, l'engagement de certains pays dans le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), mis en place par l'Union africaine (UA), témoigne d'une volonté de renforcer la gouvernance en Afrique. Ce mécanisme permet d'évaluer les performances des États membres dans plusieurs domaines, notamment la démocratie, la gouvernance politique, économique et la gestion des affaires publiques (UA, 2019). Des pays comme le Ghana, la Côte d'Ivoire , le Bénin, le Mali, le Nigéria et le Sénégal ont activement participé à ce processus, affirmant ainsi leur engagement à consolider leurs institutions et à promouvoir la transparence (UA, 2020).

Malgré ces progrès encourageants, la gouvernance démocratique en Afrique de l'Ouest demeure confrontée à de nombreux défis.

1.2.Défis et limitations

Malgré les avancées démocratiques, la région reste confrontée à des défis majeurs qui compromettent la consolidation durable de la gouvernance et son développement.

Dans plusieurs pays, les institutions restent faibles et vulnérables aux pressions politiques. L'indépendance de la justice, la transparence électorale et la protection des libertés publiques ne sont pas toujours garanties, même dans les États considérés comme stables.

Par exemple, bien que le Bénin ait longtemps été cité comme un modèle, des inquiétudes ont récemment émergé concernant la restriction de l'espace civique, la modification du cadre électoral, et la judiciarisation de la vie politique (Hutton, 2022 ; Kohnert, 2020). De même, au Sénégal, des tensions ont surgi autour des réformes constitutionnelles et des candidatures controversées, suscitant des manifestations violemment réprimées par les forces de l'ordre et de défense (2021, 2023 et 2024) et une polarisation croissante (Kohnert, 2020).

D'autres pays, tels que le Mali, la Guinée ou le Burkina Faso, ont connu une régression démocratique marquée, avec des coups d'État récents remettant en cause les acquis institutionnels. Ces événements soulignent la fragilité des transitions démocratiques et l'importance d'un ancrage plus profond de l'État de droit et de la culture démocratique.

Par ailleurs, la corruption, les inégalités socio-économiques et le manque d'opportunités pour les jeunes alimentent un climat de frustration susceptible de fragiliser davantage la cohésion sociale et la stabilité politique.

1.3.Analyse détaillée des défis

1.3.1. Instabilité Politique

L'instabilité politique constitue l'un des défis les plus persistants en Afrique de l'Ouest. Elle se manifeste sous diverses formes, allant des coups d'État aux conflits armés, en passant par les crises institutionnelles prolongées. Le Mali est un exemple frappant. En 2012, le pays a été confronté à une crise politique aiguë, marquée par une insurrection armée dans le Nord et un coup d'État à Bamako (Bøås & Dunn, 2013). A partir de là, le pays s'est enfoncé dans une crise sans précédent dont il peine à sortir. Cette situation a profondément ébranlé la stabilité nationale (coups d'Etat en 2020 et 2021) et engendré des répercussions régionales, notamment en matière de sécurité transfrontalière et de lutte contre le terrorisme.

La Guinée-Bissau illustre également les conséquences d'une instabilité chronique. Depuis son indépendance, le pays a été le théâtre de nombreux coups d'État et tentatives de putsch dont le dernier a causé la chute du Président Embalo qui semblerait avait perdu les élections pour sa réélection (Forrest, 2003 ; Rich, 2025). Cette instabilité politique persistante a gravement freiné le développement économique du pays, découragé les investissements étrangers et fragilisé les institutions publiques.

1.3.2. Corruption

La corruption demeure un problème endémique en Afrique de l'Ouest, touchant l'ensemble des échelons de la société, des fonctionnaires subalternes aux plus hauts responsables administratifs et politiques. Elle se manifeste sous diverses formes, allant de la petite corruption administrative du quotidien à la grande corruption impliquant des marchés publics, des ressources naturelles et des flux financiers illicites (Hope, 2002).

Le cas du Nigéria illustre particulièrement bien l'ampleur de ce phénomène : dans le secteur pétrolier, le scandale Malabu Oil (OPL 245) a vu plus de 1 milliard de dollars détournés via des contrats opaques attribués à une société liée à l'ancien ministre Dan Etete, limitant les investissements publics en infrastructures, éducation et santé (Oyinlola, 2017 ; de Souza, 2019). Au Ghana, l'affaire des équipements Covid-19 (2020-2021) a impliqué des surfacturations opaques pour des masques, thermomètres et seaux Veronica, engloutissant

plus de 2 milliards de dollars sans appels d'offres transparents (Whatsupnews, 2021). Au Sénégal, le scandale Karim Wade a révélé des détournements présumés de plus de 1 milliard d'euros via des entreprises publiques liées aux ports et aéroports (Jeune Afrique, 2013).

Au Bénin, des contrats suspects autour du port sec de Glo-Djigbé et d'autres infrastructures sous Talon font l'objet de critiques pour surcoûts et irrégularités (Meton, 2018), tandis qu'en Côte d'Ivoire, les affaires de corruptions semblent causer globalement des pertes de 1 400 milliards FCFA annuelles au pays (Koné, 2025). En Guinée, sous le CNRD, des hauts douaniers comme Moussa Camara et Macky Diallo sont poursuivis pour 700 milliards GNF détournés (Diallo, 2024), et au Burkina Faso, des magistrats et douaniers en été jugés et condamnés à de lourdes peines de prison (Sidoine, 2026). Au Mali, l'affaire Paramount-Embraer (post-coups 2020-2022) expose des surfacturations d'équipements militaires (Diarra, 2026), et au Niger, un audit à l'Office du Niger révèle plus de 120 millions FCFA d'irrégularités (primes injustifiées, carburant frauduleux) (Bagayoko, 2025).

Selon l'Indice de Perception de la Corruption 2025 de Transparency International, la région reste en bas de classement, aggravant inégalités et frustrations des jeunes (Adjogla, 2026). Ces exemples soulignent l'urgence de réformes institutionnelles pour restaurer la confiance.

1.3.3. Ethnicisation de la Politique

L'ethnicisation de la politique est un phénomène répandu en Afrique de l'Ouest. Elle se traduit par l'association fréquente des partis politiques à des groupes ethniques spécifiques, ce qui peut alimenter des tensions interethniques et provoquer des conflits politiques (Lynch & Crawford, 2011). Au Nigéria, par exemple, les divisions ethniques et religieuses ont souvent influencé à la fois les résultats électoraux et la dynamique des conflits politiques (Suberu, 2001).

L'ethnicisation de la politique contribue à fragiliser la cohésion nationale dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. En associant les partis politiques à des identités ethniques spécifiques, ce phénomène tend à réduire le débat politique à des logiques communautaires plutôt qu'à des projets de société inclusifs. Cette dynamique renforce les rivalités entre groupes ethniques et peut encourager le clientélisme, où les ressources de l'État sont distribuées en fonction d'appartenances ethniques plutôt que selon des critères d'intérêt général.

Au Nigéria, la complexité ethnique et religieuse est à la fois une richesse culturelle et un défi politique majeur. Les élections sont souvent perçues comme des batailles entre communautés, exacerbant les tensions et augmentant le risque de violences électorales. Ces divisions freinent la construction d'une identité nationale partagée et compliquent la mise en œuvre de politiques publiques cohérentes.

Pour dépasser cette ethnicisation, certains analystes préconisent la promotion de partis politiques trans-ethniques, l'éducation civique renforcée et le développement d'institutions qui garantissent une représentation équilibrée de toutes les composantes de la société.

1.3.4. Pauvreté et Inégalités

La pauvreté et les inégalités économiques en Afrique de l'Ouest demeurent des défis structurels majeurs qui entravent le développement socioéconomique durable de la région. Malgré des progrès économiques certains enregistrés ces dernières années, notamment une reprise modérée de la croissance et des améliorations dans certains secteurs, une large frange de la population continue à vivre dans des conditions de pauvreté profonde, particulièrement en milieu rural où près de 75% des populations pauvres sont localisées (Fonds international de développement agricole (FIDA), 2001). Cette situation de pauvreté persistante est marquée par un accès limité et inéquitable aux services essentiels tels que l'éducation, les soins de santé, l'eau potable et l'emploi décent, ce qui alimente un cercle vicieux de vulnérabilité sociale et économique. Les inégalités économiques contribuent à restreindre la mobilité sociale et la capacité d'une large majorité à améliorer ses conditions de vie. L'absence d'un accès égal à une éducation de qualité et à des services de santé adéquats limite fortement le développement du capital humain, indispensable au renforcement des capacités individuelles et collectives. De même, le manque d'accès à l'eau potable et à des opportunités d'emploi décent accentue la précarité et la fragilité économique des ménages les plus défavorisés. Ces disparités freinent ainsi la croissance économique en limitant l'inclusion sociale et le développement d'une main-d'œuvre qualifiée, tout en exacerbant le fossé social, facteur majeur d'instabilité politique et sociale (Programme des Nations unies pour le développement (PNUD, 2020).

Pour relever le défi de la pauvreté et des inégalités, les pays d'Afrique de l'Ouest doivent adopter des politiques publiques inclusives et ciblées. Cela passe par un renforcement des systèmes d'éducation et de santé, afin d'améliorer l'accès et la qualité des services essentiels pour toutes les couches de la population. Par ailleurs, il est crucial de promouvoir des programmes de protection sociale visant à soutenir les populations vulnérables.

2. Influence de la démocratie sur le développement en Afrique de l'Ouest

2.1 Le développement à l'épreuve de la démocratie en Afrique de l'Ouest

Depuis le début des années 1990, l'Afrique s'est réinscrite dans la dynamique de la démocratie, dans la mesure où tous les pays aspirent au développement socio-économique de leurs populations. Toutefois, les expériences démocratiques de nombreux pays d'Afrique, y compris ceux d'Afrique de l'Ouest sont mis à l'épreuve des performances économiques des pays (Afrobarometer, 2024). Bien que ces pays aient opté pour la démocratie, le fait que le

développement socio-économique peine à se concrétiser fragilise l'ensemble de l'édifice démocratique.

La démocratie semble donc être perçue dans sa dimension instrumentale, en tant que système attendu pour produire des biens publics. Ce qui ne s'est pas toujours réalisée. Peut-on lier ce retard de développement à la démocratie en tant que système politique ?

Il convient de reconnaître que certaines fragilités persistent dans les systèmes démocratiques sous-régionaux parmi lesquelles :

- **La faiblesse des institutions en place et la concentration des pouvoirs :** les institutions en place restent souvent peu autonomes, avec une forte centralisation du pouvoir entre les mains du chef de l'État (Camara et al., 2021). Ces fragilités favorisent la mauvaise gestion des ressources publiques, l'inefficacité administrative et la corruption.
- **L'instabilité institutionnelle et politique** : cette instabilité crée de l'incertitude et freine à la fois les investissements nationaux et étrangers, tout en perturbant la planification économique à long terme.
- **Déficit de mécanismes de reddition de compte** : l'insuffisance des contrôles sur les acteurs publics constitue une faiblesse majeure pour la consolidation des systèmes démocratiques. L'efficacité limitée des organisations de la société civile et de la presse renforce ce déficit, entraînant d'importantes déperditions de ressources publiques et compromettant la qualité des services destinés aux populations.

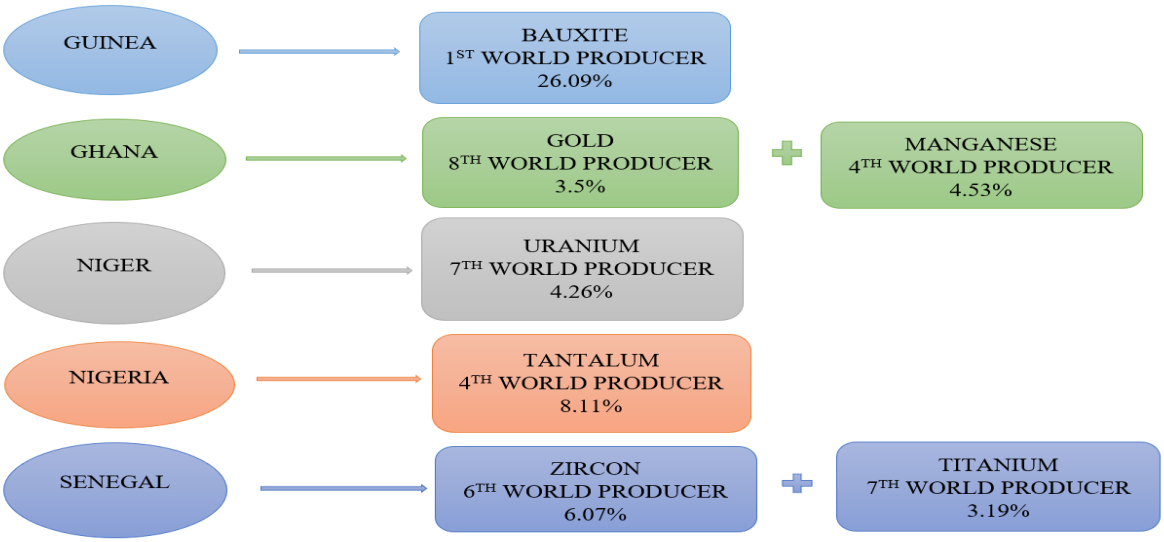
En définitive, la démocratie en Afrique de l'Ouest, bien qu'établie sur le plan institutionnel, peine à remplir sa fonction de moteur du développement économique. La combinaison de la faiblesse institutionnelle, de la corruption, de l'instabilité politique et de l'insuffisance des mécanismes de reddition de comptes explique en grande partie les retards observés dans la croissance, la redistribution des richesses et l'amélioration du bien-être des populations.

2.2 Effets positifs de la démocratie sur le développement en Afrique de l'Ouest

L'Afrique de l'Ouest dispose d'abondantes ressources naturelles qui, si elles sont bien gérées, peuvent engager la sous-région sur la voie du développement économique pour une longue durée. Selon Acemoglu, « Des institutions démocratiques solides, caractérisées par l'état de droit, la protection des droits individuels, la participation citoyenne et la bonne gouvernance, créent un environnement propice à l'investissement, à l'innovation et à la croissance économique » (Acemoglu, et al. 2019). Ainsi, l'adoption de la démocratie dans les années 1990 permettrait d'asseoir le développement économique de la sous-région. Comme la figure N° 1,

l'adoption des systèmes démocratiques a permis l'afflux de capitaux dans la sous-région qui ont développé le secteur minier dans plusieurs pays. Ainsi plusieurs pays de la sous-région sont devenus des producteurs de rang mondial dans divers minéraux.

Figure 1: **Principaux producteurs ouest-africains de certains minéraux en 2022**



Source *:* CEA, d'après Christian Reichl et Michael Schatz, *Données minières mondiales 2024*

Si la démocratisation à elle seule ne peut expliquer les évolutions des indicateurs tels que le Produits Intérieurs Brutes (PIB) ou l'Indice de Développement Humain (IDH), elle a créé les conditions favorables par la mise en place de réformes économiques (libéralisation, ajustements structurels, ouverture aux investissements). Ces réformes ont permis une certaine amélioration de l'accès à l'éducation, à la santé et aux infrastructures. Ainsi, comme le montre les données du Tableau 1 sur la période 1990 à 2023, l'IDH de l'ensemble des pays de la sous-région a connu une progression significative. Cela traduit une amélioration de la qualité de vie des citoyens de la sous-région.

Tableau 1: Évolution de l'Indice de Développement Humain des pays d'Afrique de l'Ouest de 1990 à 2023.

Pays	**1990**	**2000**	**2010**	**2015**	**2020**	**2022**	**2023**
Bénin	0.351	0.415	0.485	0.511	0.504	0.512	0.515.
Burkina Faso	..	..	0.377	0.419	0.453	0.457	0.459.
Cabo Verde (Cap-Vert)	..	0.585	0.648	0.658	0.647	0.664	0.668.
Côte d'Ivoire	0.389	0.419	0.465	0.519	0.553	0.565	0.582.
Gambie (The Gambia)	0.331	0.403	0.463	0.482	0.512	0.519	0.524.
Ghana	0.432	0.487	0.558	0.588	0.614	0.625	0.628.

Pays	1990	2000	2010	2015	2020	2022	2023
Guinée	0.282	0.359	0.430	0.465	0.488	0.498	0.500.
Guinée-Bissau	..	..	0.452	0.481	0.498	0.511	0.514.
Liberia	..	0.443	0.467	0.480	0.498	0.508	0.510.
Mali	0.240	0.320	0.410	0.413	0.414	0.417	0.419.
Mauritanie	0.396	0.468	0.525	0.551	0.554	0.562	0.563.
Niger	0.215	0.266	0.339	0.374	0.404	0.414	0.419.
Nigeria	0.379	0.435	0.502	0.530	0.547	0.557	0.560.
Sénégal	0.377	0.398	0.477	0.509	0.522	0.526	0.530.
Sierra Leone	0.313	0.318	0.410	0.432	0.454	0.463	0.467.
Togo	0.412	0.448	0.483	0.523	0.554	0.567	0.571.

***Source**:* United Nations Development Programme (UNDP). (2023). *Human Development Report 2023/2024: Breaking the gridlock – Reimagining cooperation in a polarized world*. UNDP. https://hdr.undp.org

En Afrique de l'Ouest, la démocratisation a parfois favorisé le développement, tandis que la croissance économique a contribué à consolider la démocratie. L'augmentation des dépenses publiques dans la santé, l'éducation et les infrastructures, accompagnée de mécanismes de redevabilité, a soutenu la redistribution et la justice sociale.
Plusieurs analyses montrent que la démocratie peut stimuler les investissements, l'ouverture commerciale et la mobilisation fiscale, tout en améliorant la qualité des services sociaux. Elle favorise aussi des réformes économiques, réduit les tensions sociales et contribue à la baisse de la mortalité maternelle et infantile.

Toutefois, l'impact positif de la démocratie sur le développement économique est plus marqué dans les États anglophones d'Afrique que dans leurs alter-égos francophones. En moyenne, les premiers affichent un indice de démocratie plus élevé (3,79) que les seconds (1,79) ce qui laisse penser que le processus démocratique y fonctionne de façon plus effective. Parallèlement, les pays anglophones enregistrent une croissance économique plus soutenue, avec un taux moyen de 5,17% contre 3,85% pour les pays francophones (Abdoulaye, 2024).

3. Pour une meilleure alliance entre démocratie et développement en Afrique de l'Ouest

3.1 Importance des valeurs démocratique dans le développement économique

La démocratie est le régime en vigueur dans de nombreux pays à travers le monde, en particulier dans la majorité des pays occidentaux et développés. Dans ces contextes, elle est souvent considérée comme un préalable au développement économique et social. Toutefois, il convient de souligner que plusieurs pays non démocratiques ont également connu un développement significatif. Le cas de l'Asie du Sud Est illustre ce phénomène, qualifié de « miracle autoritaire ». La plupart des pays asiatiques qui ont connus une croissance rapide, l'ont fait sous des « régimes autoritaires » (Sylla, 2013). En particulier,, les Nouveaux Pays Industrialisés (NPI) ont enregistré une augmentation de leur PIB de plus de 70% entre les années 1960 et 1990 sans être des États démocratiques. Leur part dans l'économie mondiale qui était de 4% en 1960, atteint 25 % en 1992 (World Bank, 2020).

En outre, la Chine s'est hissée au 2e rang économique mondial sans être une démocratie libérale. Singapour, l'Arabie Saoudite ainsi que plusieurs pays du Golfe persique ont également connu un essor économique notable même si les régimes qui les gouvernent ne peuvent être traités de démocrate. Par ailleurs, en Europe, le développement économique de la France au XIXe siècle doit beaucoup au Second Empire de Napoléon III pourtant fort peu démocratique (Plessis, 2012).

Ces exemples montrent que des pays peuvent se développer en l'absence de démocratie. Cependant, le développement économique durable d'un pays nécessite une pleine implication de l'ensemble de ses citoyens dans un effort collectif. Cette participation ne peut être effective que si les citoyens sont réellement associés aux processus de prise de décision et aux choix politiques des dirigeants. En ce sens, la démocratie, en tant que système politique fondé sur la participation citoyenne, la transparence et l'État de droit, constitue un levier puissant pour le développement économique.

Dans un régime démocratique, les institutions républicaines mises en place avec la participation du peuple favorise l'instauration d'un climat de paix et de confiance, condition essentielle à l'investissement, tant local qu'étranger, sans lequel aucun État ne peut véritablement prétendre se développer. La venue des investisseurs étrangers apporte des ressources financières qui contribue à la création d'emplois, à la réduction de la pauvreté et du chômage. Par ailleurs, la libéralisation de certains secteurs auparavant réservés à l'État permet au secteur privé de se développer considérablement. Cela concerne, par exemple, le domaine de l'éducation, avec la

création d'établissements et d'universités privés (Goin Bi & Koutou, 2019), ou encore le domaine de l'exploration et de l'extraction des ressources minières, désormais accessibles aux particuliers et aux sociétés privées (Ministère des Mines, Pétroles et Énergies, n.d.), ainsi que le secteur des transports et d'autres industries clés (Mouto & Bidi, 2019).

Lorsqu'elle est bien établie, la démocratie assure une redevabilité effective des gouvernants vis-à-vis des citoyens. Elle favorise une vigilance sociale, permettant que les besoins et les aspirations de la population soient mieux pris en compte dans les stratégies et procédures de développement. Elle contribue aussi à une gestion plus efficiente des ressources publiques et à l'optimisation de la mise en œuvre des politiques de développement, ce qui assure un retour sur investissement et limite les risques de corruption ou de gaspillages financiers. De plus, la démocratie participe à la stabilité institutionnelle et au renforcement de la confiance entre l'État et la population. En garantissant la séparation des pouvoirs, des élections libres et transparentes, ainsi que le respect de l'État de droit, elle restreint l'arbitraire en politique. Un cadre juridique prévisible profite autant aux citoyens qu'aux entreprises, réduisant les incertitudes liées à l'investissement, attirant les capitaux étrangers et encourageant l'entrepreneuriat, ce qui stimule le développement socioéconomique (Bakkar, Aissani & Bacha, 2019). Par ailleurs, les libertés fondamentales, notamment les libertés d'expression, de mouvement, de pensée et de recherche propres aux régimes démocratiques stimulent la créativité scientifique et technologique. Des recherches démontrent que les changements institutionnels associés à la démocratisation favorisent la créativité et l'innovation, grâce à la liberté de recherche, à une meilleure gouvernance et à un système éducatif plus performant (Coccia, 2020). La démocratie joue aussi un rôle essentiel dans la réduction des inégalités. En effet grâce aux mécanismes électoraux, les citoyens peuvent sanctionner un gouvernement jugé corrompu ou inefficace, incitant les dirigeants à adopter des politiques publiques plus équitables, à viser la réduction de la pauvreté et à améliorer les infrastructures de base. Cela renforce la redistribution de la richesse nationale. Et enfin dans la gestion des crises en démocratie, les mécanismes de transparence et de responsabilité permettent de prévenir ou atténuer des catastrophes majeures. Elle facilite la régulation, l'alerte précoce, et la protection des populations vulnérables, renforçant ainsi la résilience économique durable. Ainsi, contrairement aux régimes autoritaires, souvent enclins à concentrer les richesses entre les mains d'une minorité, les démocraties favorisent des modèles de développement plus inclusifs. Elles mettent en œuvre des politiques redistributives qui renforcent la stabilité sociale, condition indispensable une croissance durable. Les exemples des Etats-Unis, du Canada, de la Grande-Bretagne, de la Suisse ou encore de l'Union

européenne illustrent bien ce lien indissociable entre politique démocratique et performance économique.

Au final, l'adoption du système démocratique permet l'instauration d'une gouvernance responsable, d'institutions solides et surtout d'une justice indépendante. Dans un tel environnement, les ressources sont mieux gérées, la corruption est limitée, et les politiques publiques sont orientées vers le bien commun, stimulant ainsi la croissance économique et le développement durable.

3.2 Solutions durables pour la démocratie et le développement en l'Afrique de l'Ouest

En 1990, les tentatives de démocratisation en Afrique ont été accueillies dans l'enthousiasme général. Compte tenu du contexte des années 1980, caractérisé par l'échec économique et politique des régimes autoritaires africains, la démocratisation a été présentée comme une « seconde indépendance des peuples », après celles des États dans les années 1960.

Toutefois, cette vague démocratique africaine des années 90 n'a pas atteint le développement escompté eut égard aux nombreuses crises qui secouent le continent (conflits armés, coup d'États militaires, crises électorales, etc.). Contrairement aux espoirs suscités dans les années 1990, la démocratie – entendue comme un mode de gouvernance fondé sur l'État de droit, des élections libres et régulières, la séparation des pouvoirs ainsi que le respect des droits et libertés fondamentaux – peine à s'enraciner durablement dans de nombreux pays africains. Dans un tel contexte, la connaissance des lois de la République, ainsi que le respect des droits et devoirs civiques, apparaissent comme des leviers essentiels pour favoriser l'ancrage démocratique. Cette culture civique ne peut se diffuser efficacement que par une éducation formelle robuste et des programmes de formation destinée aux adultes, surtout dans les zones où le taux d'analphabétisme reste élevé. Toutefois, le contexte sécuritaire dégradé dans de nombreuses régions d'Afrique compromet gravement ces efforts éducatifs. En effet, des fermetures massives d'écoles, des déplacements forcés de populations ainsi que des traumatismes psychologiques chez les enfants résultent des conflits et des attaques ciblées. Par exemple, au Sahel, les attaques contre les établissements scolaires, le personnel enseignant et les élèves ont plus que doublé entre 2018 et 2019, entraînant la fermeture de milliers d'écoles. (Human Rights Watch, 2020; UNICEF, 2019). Ces phénomènes constituent des obstacles majeurs tant pour l'accès à l'éducation que pour la qualité des apprentissages, élément indispensable à la consolidation des institutions démocratiques. L'éducation et la formation demeurent des leviers essentiels pour l'instauration et la consolidation d'une citoyenneté démocratique. C'est à travers l'acquisition de connaissances fondamentales que les citoyens peuvent appréhender les droits

et devoirs qui conditionnent leur participation effective à la vie publique. Une citoyenneté éclairée suppose, en effet, une compréhension minimale des mécanismes de fonctionnement des institutions républicaines et des enjeux liés à la gestion de la chose publique. Le déficit de formation et d'éducation civique, observable dans de nombreuses sociétés africaines, contribue à expliquer certaines dérives observées lors des processus électoraux, telles que la falsification des listes électorales, l'achat de votes ou encore diverses formes de fraude, qui remettent en cause les principes démocratiques. Dans cette perspective, Véronique Gauthier (1998) souligne que l'éducation civique constitue un facteur déterminant pour l'émergence et le développement d'une culture démocratique. Selon elle, l'éducation permet aux peuples de comprendre les dynamiques globales – qu'elles soient environnementales, sociales ou politiques – en adoptant une vision holistique du monde. Elle écrit ainsi que l'éducation vise à « former des citoyens et des citoyennes aptes à comprendre les enjeux mondiaux de l'environnement et du développement et à prendre conscience des enjeux de l'interdépendance mondiale » (1998, p. 2).

Former les citoyens à la démocratie ne se limite donc pas à une transmission de savoirs abstraits ; il s'agit d'inculquer des valeurs, des compétences et des pratiques permettant l'émergence d'individus capables d'exercer leur esprit critique, d'évaluer l'action publique et de tenir les gouvernants responsables de leurs actes. Une telle conscientisation représente un enjeu majeur pour les régimes démocratiques en Afrique, car elle expose les dirigeants, non seulement à la critique populaire, mais surtout à la sanction électorale dans le cadre des consultations démocratiques.

4. Recommandations

Afin que la démocratie contribue de manière durable au développement économique et social en Afrique de l'Ouest, plusieurs priorités stratégiques doivent être mises en avant :

a. Consolider les institutions et l'État de droit.
   Le renforcement des parlements, des commissions électorales indépendantes et des systèmes judiciaires est essentiel pour assurer la transparence et la crédibilité de la gouvernance. Un État de droit solide garantit la protection des libertés fondamentales et la stabilité politique.
b. Promouvoir une gouvernance transparente et responsable.
   La lutte contre la corruption doit être au cœur des réformes, avec des mécanismes de

reddition de comptes et une gestion transparente des ressources publiques. Cela permet de restaurer la confiance entre gouvernants et gouvernés.

c. Favoriser la participation citoyenne et l'inclusion.
   Une démocratie durable nécessite la participation active de tous les citoyens, y compris des groupes marginalisés. La liberté d'expression, d'association et de participation aux débats publics doit être garantie, tandis que l'égalité des chances entre les genres, les religions et les groupes sociaux doit être assurée.
d. Promouvoir un développement économique équitable.
   La démocratie peut stimuler l'innovation et attirer les investissements, mais ses bénéfices doivent être partagés. Des politiques économiques inclusives sont nécessaires pour réduire les inégalités et améliorer l'accès aux services essentiels.
e. Investir dans l'éducation civique et l'accès à l'information.
   L'éducation et la sensibilisation des citoyens sur leurs droits et responsabilités renforcent leur capacité à participer activement à la gouvernance. L'accès à une information fiable est un levier clé pour une participation éclairée.
f. Renforcer la coopération régionale.
   La coopération entre pays d'Afrique de l'Ouest est indispensable pour mutualiser les expériences démocratiques, renforcer les capacités institutionnelles et assurer la stabilité régionale. Le soutien technique et financier des organisations régionales et internationales constitue également un atout majeur.

5. Conclusion

Bien que des progrès notables aient été accomplis en matière de gouvernance démocratique en Afrique de l'Ouest, la région demeure confrontée à des défis majeurs qui freinent son développement économique et social. La consolidation durable de la démocratie, la lutte effective contre la corruption et le renforcement des institutions restent des priorités indispensables pour améliorer la gouvernance et favoriser un développement pérenne.

Pour surmonter ces obstacles, les pays d'Afrique de l'Ouest doivent engager des réformes structurelles profondes, renforcer leur coopération régionale et internationale, et adopter des politiques économiques plus inclusives. Ce processus requiert une volonté politique ferme ainsi qu'une mobilisation active de la société civile pour accompagner ces transformations.

Enfin, il est crucial de promouvoir des politiques publiques visant à réduire les inégalités sociales et économiques. Cela passe par des investissements soutenus dans l'éducation, la santé,

les infrastructures, ainsi que par le soutien au développement des entreprises locales et à la création d'emplois, afin d'améliorer concrètement les conditions de vie des populations.

En somme, bien que la démocratie soit souvent perçue comme un facteur positif pour le développement, elle dépend, cependant, de l'importance de certains facteurs. Des pays autoritaires ont connu une croissance économique significative, tandis que certaines démocraties ont stagné ou ont été confrontées à des difficultés économiques.

Cependant, la démocratie offre des avantages tels que la protection des droits individuels et collectifs, la responsabilisation des gouvernants, et un environnement propice à l'innovation, qui peuvent favoriser un développement durable.

La démocratie peut être un puissant moteur de développement, mais elle nécessite un ensemble de conditions institutionnelles, sociales et économiques pour que ses bénéfices soient pleinement réalisés.

Bibliographie

Abdoulaye, D. (2024). Démocratie et croissance économique : Une analyse comparative entre pays francophones et anglophones d'Afrique subsaharienne. Revue Internationale des Economistes de Langue Française, 9(2). https://doi.org/10.18559/RIELF.2024.2.1980

Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2002). Reversal of fortune: Geography and institutions in the making of the modern world income distribution. *Quarterly Journal of Economics, 107*(2), 1231–1294.

Acemoglu, D., & Restrepo, P. (2019). Automation and new tasks: How technology displaces and reinstates labor. *Journal of Economic Perspectives, 33*(2), 3–30.

Acemoglu, D., Naidu, S., Restrepo, P., & Robinson, J. A. (2019). Democracy does cause growth. *Journal of Political Economy.*

Adjogla, T. (2026). Corruption en Afrique : le classement 2025 de Transparency International révèle une fracture inquiétante pour l'économie du continent

Afrobarometer. (2018). *Summary of results, Round 7 surveys (2016–2018).* Afrobarometer.

Afrobarometer. (2024). *Aperçus africains 2024: La démocratie en danger – le point de vue du peuple.* Afrobarometer Dispatch No. 713. https://www.afrobarometer.org

African Union (AU). (2020). *Country review reports.* African Peer Review Mechanism.

Ake, C. (1996). *Democracy and development in Africa.* Washington, DC: Brookings Institution Press.

Bagayoko, A. (2025). Scandale à l'Office du Niger : Des Irrégularités de Plus de 120 Millions de FCFA Révélées par un Audit de Conformité !

Bakkar, Y., Aissani, N., & Bacha, O. (2019). *Democracy and Economic Development: Disentangling the Effect of Elections and Rule of Law*. TalTech Journal of European Studies, 9(4), 173-205. DOI:10.1515/bjes-2019-0042.

Bayart, J.-F. (1989). L'État en Afrique : La politique du ventre. Paris : Fayard.

Bøås, M., & Dunn, K. C. (2013). *African guerrillas: Raging against the machine.* Lynne Rienner Publishers.

Coccia, M. (2020). *Effects of the institutional change based on democratization on origin and diffusion of technological innovation*. arXiv preprint arXiv:2001.08432.

Camara & al. (2021). *Crise de la démocratie en Afrique de l'Ouest : Enjeux, défis et perspectives.* Solution Think Tank. https://solutionthinktank.org/wp-content/uploads/2024/05/PP_STT_2021_Crise-de-la-democratie_20240206.pdf

Commission économique pour l'Afrique, Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest (CEA-SRO-WA). (2024, novembre). *Profil socioéconomique de l'Afrique de l'Ouest 2024.* Addis-Abeba: CEA-SRO-WA.

Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). (2020). *Protocole sur la démocratie et la bonne gouvernance additionnel au protocole relatif au mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité.*

Dahl, R. A. (1971). *Polyarchy: Participation and opposition.* New Haven: Yale University Press.

De Souza, O. (2019). OPL 245 ou l'histoire du plus gros scandale de corruption dans le secteur pétrolier nigérian

Diallo, A. D. (2024). Guinée : la lutte contre la corruption étouffée par des pratiques enracinées

Diamond, L. (1999). Developing democracy: Toward consolidation. Johns Hopkins University Press.

Diarra, C. (2026). Mali : l'affaire des équipements militaires relance la croisade anticorruption

Fonds international de développement agricole. (2001). *Évaluation de la pauvreté rurale en Afrique de l'Ouest et du Centre*. IFAD. https://www.ifad.org/documents/38714170/39135645/french.pdf/c1dbd13b-64ea-44f6-b30a-cf3c3b4e0481

Forrest, J. B. (2003). *Lineages of state fragility: Rural civil society in Guinea-Bissau.* James Currey.

Gazibo, M. (2005). *Les défis de la démocratisation en Afrique francophone.* Karthala.

Gellar, S. (2005). *Democracy in Senegal: Tocqueville in Africa.* Palgrave Macmillan.

Goin Bi, Z. T., & Koutou, N. C. (2019). *De la privatisation à la marchandisation de l'éducation en Côte d'Ivoire*. Revue internationale d'éducation de Sèvres, 82, 85-92. https://doi.org/10.4000/ries.9180

Gyimah-Boadi, E., & Logan, C. (2020). Demand for democracy is rising in Africa, but most political leaders fail to deliver. *Journal of Democracy, 31*(3), 101–113. https://doi.org/10.1353/jod.2020.0047

Heilbrunn, J. R. (2014). *Out of Africa: Mysteries of access to finance.* Cambridge University Press.

Hope, K. R. (2002). *The political economy of development in Africa.* Peter Lang Publishing.

Huntington, S. P. (1968). Political order in changing societies. Yale University Press.

Hutton, M. (2022). Le Bénin est-il encore un pays démocratique ?

Jeune Afrique. (2013). Sénégal : Karim Wade inculpé pour « enrichissement illicite » et écroué à Dakar

Kohnert, D. (2022). Des dictatures ouest-africaines « éclairées » contestées par la capture de l'État ? Perspectives du Bénin, du Togo et du Sénégal

Koné, S. (2025). La Côte d'Ivoire face à l'exemple ghanéen

Lynch, G., & Crawford, G. (2011). *Democratization in Africa: Challenges and prospects.* Routledge.

Meton, A. (2018). Lutte contre la corruption: Des niches de détournement démantelées !

Mouto, G. M., & Bidi, J. T. (2019). *Libéralisation du transport maritime et développement des ports ivoiriens.* European Scientific Journal, 15(29), 93-111. https://doi.org/10.19044/esj.2019.v15n29p93

Oyinlola, O. (2017). Corruption and development in Nigeria. *Journal of African Studies and Development, 9*(1), 1–10. https://doi.org/10.5897/JASD2016.0410

Plessis, A. (2012). La France d'un Empire à l'autre : 1852-1870. Paris : Seuil.

PNUD. (1990). *Rapport mondial sur le développement humain.* New York: United Nations Development Programme.

PNUD. (2023). *Rapport sur le développement humain 2023/2024.* New York: United Nations Development Programme.

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). (2020). *Human Development Index.* https://hdr.undp.org/

Rich, D. (2025). Coup d'État factice en Guinée-Bissau ? Umaro Sissoco Embalo, un président déchu au cœur du soupçon

Schumpeter, J. A. (1942). Capitalisme, socialisme et démocratie. Payot.

Seers, D. (1969). The meaning of development. *International Development Review, 11*(4), 3–4.

Sen, A. (1999). *Development as freedom.* Oxford: Oxford University Press.

Sidoine. (2026). Corruption au Burkina : de lourdes peines pour des magistrats et des douaniers

Suberu, R. T. (2001). *Federalism and ethnic conflict in Nigeria.* United States Institute of Peace Press.

Sylla, N. S. (2013). La philosophie du développement économique. Éditions La Découverte.

Transparency International. (2022). *Corruption Perceptions Index.*

Union Africaine (UA). (2019). *Mécanisme d'évaluation intra-africaine (MEIA).* Union Africaine.United Nations Development Programme (UNDP). (2023). *Human Development Report 2023/2024: Breaking the gridlock – Reimagining cooperation in a polarized world*. UNDP. https://hdr.undp.org

Whatsupnews. (2021). Report Unearths How Ghana Blew US$ 2.1billion Covid Money on Corruption

Whitfield, L. (2009). *The politics of aid: African strategies for dealing with donors.* Oxford University Press.

World Bank. (2020). *World Development Indicators.*

Nous tenons également à remercier toutes les personnes qui ont contribué anonymement à ce document.

Sur l'éditeur :

Solution think tank

Le réseau de think tanks francophones en Afrique de l'Ouest - @solutiontt - #solutionthinktank

L'idée qui sous-tend solution think tank est de donner aux excellents think tanks francophones une voix plus forte au-delà des frontières nationales et des barrières linguistiques. L'Afrique de l'Ouest, en particulier, manque de plates-formes de coopération dans le domaine de la recherche orientée vers des solutions. Nous sommes fermement convaincus que l'expertise des think tanks ouest-africains doit et peut contribuer à un discours plus global et orienté vers des solutions sur les défis nationaux, régionaux et mondiaux dans les domaines politiques, sociaux, économiques et du développement.

Membres de Solution Think Tank en 2025 :

- CADERT (Togo)
- CIRES (Côte d'Ivoire)
- CROP (Togo)
- CRSA (Côte d'Ivoire)
- Konrad-Adenauer-Stiftung (Afrique de l'Ouest)
- Stat View International (Guinée)
- CAPES (Burkina Faso)
- CRPA (Côte d'Ivoire)
- Chatham House (Royaume-Uni)
- IPED (Guinée)
- Social Watch (Bénin)
- WATHI (Sénégal)